

KOFF  
Sonnenbergstrasse 17  
P.O. Box, CH-3001 Bern  
www.koff.ch

# KOFF

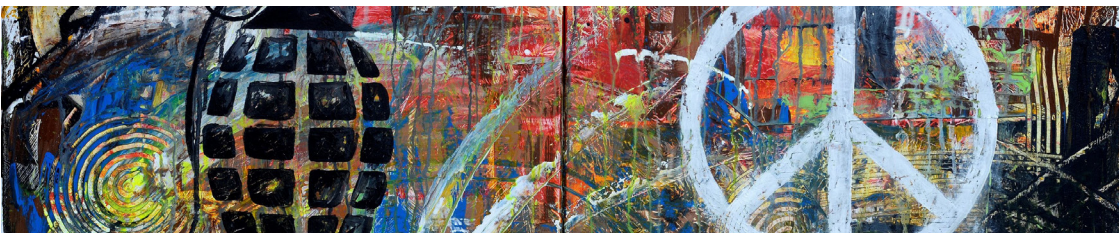
Die Schweizer Plattform für Friedensförderung  
La plateforme suisse de promotion de la paix  
La piattaforma svizzera per la promozione della pace  
The Swiss platform for peacebuilding



**Points forts KOFF 2018 :  
Comment contribuons-  
nous à la promotion de  
la paix ?**

swiss  
peace

Schweizerische Friedensstiftung  
Fondation suisse pour la paix  
Fondazione svizzera per la pace  
Swiss Peace Foundation



## Sommaire

Éditorial .....	4
Intégration du thème de la paix dans le débat sur le développement durable.....	6
Encourager le débat dans l'espace public.....	8
Mettre le savoir-faire de la société civile au service de la politique de paix.....	10
Échanges sur la dimension psychosociale de la promotion de la paix.....	12
Donner la parole aux acteurs de pays fragiles et touchés par les conflits.....	14
Relier la paix à d'autres champs d'action: migration et paix.....	16
Nouveautés de la communication.....	18
Secrétariat du KOFF .....	19
Liste des activités 2017 .....	20

## Impressum

### Éditeur:

KOFF – la plateforme suisse de promotion de la paix, swisspeace

### Rédaction:

Amélie Lustenberger; Anna Leissing; Andrea Grossenbacher et Dayana Hug

### Traduction:

Übersetzungsgruppe Zürich, Furrer Übersetzungen

### Photo de couvert / copyright:

Hands Up for Peace, Street Art Missouri, USA. Creative Commons

Fondé en 2001, KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace qui regroupe des acteurs suisses étatiques et non-étatiques travaillant dans le domaine de la promotion de la paix. Son objectif est de contribuer au renforcement, à la pertinence et à la visibilité des activités suisses de promotion de la paix. Pour ce faire, KOFF soutient des processus de dialogue et d'apprentissage en Suisse et à l'étranger et favorise l'échange d'information afin de développer, avec ses organisations membres, des alternatives stratégiques, des recommandations politiques et des initiatives communes pour la paix.

# Éditorial

La promotion de la paix se trouve actuellement confrontée à des défis majeurs en termes de développement et de politique à mener. En plus de restreindre significativement le champ d'action des sociétés civiles, la géopolitique mondiale exerce une pression de plus en plus forte sur le droit international et les droits humains. C'est aussi vrai en Europe et en Suisse. Les conflits armés gagnent en complexité, se font plus longs, et se déroulent simultanément aux niveaux local, régional et mondial, comme le montrent clairement les exemples de la Syrie et de la Colombie. Ce phénomène renvoie directement à la notion de fragilité, qui se caractérise par la faiblesse ou l'illicégitimité des institutions étatiques – voire les deux –, la corruption systémique, le manque de perspectives économiques, ainsi que par un dialogue lacunaire et la non prise en compte des voix des uns et des autres dans le débat public. On peut y ajouter les développements et les débats sur les liens entre migration forcée, conflit et paix, les dynamiques induites par le changement climatique et les facteurs environnementaux générateurs de conflits et de mouvements de population, ainsi que les questions sur les possibilités, les limites et les risques de la technologie et de la numérisation.



Anna Leissing, Directrice du projet KOFF

C'est dans cet environnement complexe que les organisations membres du KOFF mobilisent leur expertise et leur engagement, dans des contextes très divers, pour renforcer la pertinence et la visibilité de la promotion civile de la paix au niveau local, dans le dialogue politique en Suisse et dans les processus internationaux. Grâce à la mise en réseau stratégique et à l'échange permanent entre les acteurs clés, la plateforme du KOFF montre l'importance de ce travail en plus de lui donner une place dans les événements politiques au-delà de la mise en œuvre concrète des projets.

C'est dans cet esprit que notre rapport annuel 2018 s'interroge sur l'apport de la plateforme du KOFF à la promotion de la paix. Nous avons reçu les réponses grâce à des entretiens avec les représentants des organisations membres du KOFF avec lesquelles nous avons étroitement collaboré l'année dernière. Ruedi Tobler, du Conseil suisse pour la paix, relate ainsi l'intégration de la politique de la paix dans les débats et le rapport de la société civile sur la mise en œuvre du Programme 2030 pour le développement durable. Una Hombrecher, de l'EPER, nous explique ensuite dans quelle mesure les soirées de projection organisées par le KOFF permettent de porter les questions de politique de paix sur la place publique et de donner une plus grande visibilité à la promotion de la paix. Pour sa part, Virginie Poyetton du cfd – l'organisation féministe de promotion de la paix – montre la prise en compte de l'expertise de la société civile dans la politique de paix à travers un projet commun sur les femmes, la paix et la sécurité. De son côté, Andrea Zellhuber, de Terre des Hommes Suisse, aborde la question de l'importance des échanges sur la dimension psychosociale de la promotion de la paix, tandis qu'Anna Manconi, de Peace Brigades International Suisse, explique comment son organisation permet à des voix provenant de contextes fragiles ou touchés par les conflits de se faire entendre aux tables rondes du KOFF. Pour

finir, Carmela Bühler, de la section Politique migratoire extérieure de la Division Sécurité humaine, nous montre en quoi les liens entre migration, conflit et promotion de la paix doivent être étudiés de plus près.

Je suis fière de la diversité et de la richesse de ces contributions et je remercie toutes les organisations membres du KOFF, citées ou non, de s'engager et de partager leurs perspectives et leurs expériences, afin de donner à la plateforme profondeur, pluralité et dynamisme. Je souhaite également rendre hommage au travail réalisé par l'équipe du KOFF, toujours compétente et engagée, et remercier à la fois nos stagiaires Jasmin Widmer et Dayana Hug pour le soutien qu'elles nous ont apporté en 2018, et nos collaboratrices Amélie Lustenberger, Andrea Grossenbacher, Elizabeth Mesok et Lara Ehrenzeller.

Je me réjouis à l'idée de continuer à concrétiser de nombreuses initiatives créatives et inspirées, en collaboration avec les organisations membres du KOFF et avec l'équipe, pour œuvrer en faveur d'une promotion de la paix forte, pertinente et visible en Suisse.

Anna Leissing,  
Directrice du projet KOFF

# Intégration du thème de la paix dans le débat sur le développement durable

La paix constitue un fondement essentiel pour le développement des individus. En situation de guerre, les droits humains sont restreints. Or, il est quasiment impossible de progresser en l'absence de garantie dans ce domaine. C'est pourquoi le Programme 2030 constitue une avancée très positive: la communauté internationale

société civile sur la mise en œuvre du Programme 2030 en Suisse.

Le rapport contient aussi des recommandations et vient compléter le rapport officiel de la Suisse sur la mise en œuvre du Programme 2030, qui présente certaines lacunes. Il est ainsi recommandé à la Suisse d'élever la



Conférence de presse sur le Programme 2030, juillet 2018. Photo de Martin Bichsel

est parvenue à fixer 17 objectifs, dont l'un mentionne explicitement la paix. Il s'agit d'un événement de la plus haute importance car la paix et la justice sont fortement corrélées aux évolutions économiques, sociales et politiques. En effet, lorsqu'une partie de la population est laissée pour compte, cela conduit inéluctablement à des conflits. Le développement doit toujours être conçu de façon inclusive pour qu'il puisse se dérouler pacifiquement. Cette corrélation est vivement soulignée dans le rapport alternatif de la

promotion de la paix au rang d'objectif supérieur de sa politique extérieure. Une autre recommandation consiste à reporter les dépenses du secteur militaire vers la promotion de la paix, englobant la coopération au développement, l'aide humanitaire et les dépenses sociales. En mettant aussi davantage l'accent sur la «sécurité par la coopération» plutôt que sur la «défense», cette nouvelle orientation permet de réaliser des économies tout en gagnant en sécurité. Ruedi Tobler, président du Conseil suisse pour la paix, est l'au-

teur principal du chapitre consacré à la paix au sein du rapport alternatif. Il explique que sans le KOFF, il n'aurait pas été possible d'octroyer au thème de la paix une place aussi importante dans le rapport.

Ruedi Tobler œuvre depuis longtemps déjà, dans le cadre du Conseil suisse pour la paix, en faveur d'une prise en compte de la paix dans la réflexion politique. L'année 2018 a été marquée par de nombreux combats dans ce domaine: le Conseil fédéral voulait, durant l'été, assouplir l'exportation de matériel de guerre vers les pays touchés par une guerre civile. Une vaste alliance de la sphère politique et de la société civile s'est opposée à ce projet de libéralisation, entraînant le report de la décision. Un autre front concernait les armes nucléaires. En 2017,

le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires a été signé par 122 États, mais depuis cette date, de plus en plus d'éléments indiquent un renversement de la tendance et la réapparition de la politique de dissuasion nucléaire, voire du spectre de la guerre nucléaire. La Suisse avait elle aussi signé le texte en 2017, puis le Conseil fédéral a brusquement fait machine arrière en août 2018. Le Parlement accroît maintenant la pression sur le Conseil fédéral afin que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires soit tout de même signé aussi rapidement que possible.

En dépit de ces turbulences politiques, le rapport des ONG constitue une bonne base pour la promotion de la paix dans le cadre du développement durable. Ses effets concrets pourront être observés dans les années à venir.

## Texte rédigé en collaboration avec Ruedi Tobler:

Ruedi Tobler est président du Conseil suisse pour la paix. Cette organisation est engagée dans des initiatives pour une politique de paix, lutte contre le racisme et le sexisme, défend des relations équitables avec les pays du Sud et œuvre en faveur d'une politique intérieure plus sociale et d'une politique extérieure solidaire. Le Conseil suisse pour la paix est en outre l'une des organisations membres du KOFF, et Ruedi Tobler siège au conseil consultatif du KOFF.

Le 25 septembre 2015, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté à l'unanimité la résolution «Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030». Lors de sa séance du 20 juin 2018, le Conseil fédéral a ensuite adopté le rapport national de la Suisse sur la mise en œuvre de ce programme. La Plateforme Agenda 2030, qui réunit des organisations de la société civile, a publié son propre rapport alternatif le 3 juillet 2018. Le sujet de la paix est abordé dans l'objectif de développement durable 16 du Programme 2030. Ruedi Tobler a rédigé le chapitre du rapport consacré à la paix en collaboration avec la directrice du KOFF Anna Leissing et avec le soutien de Markus Heiniger.

## Encourager le débat dans l'espace public

Au printemps 2018, lorsque le KOFF a soumis à l'EPER l'idée d'organiser une soirée de projection sur les expropriations foncières au Cambodge, l'organisation a vite été gagnée à la cause du projet. Pour l'EPER, cet événement était une bonne occasion d'attirer l'attention du public sur le thème des conflits fonciers. Au mois de juin 2018, malgré un grand soleil et une température de 37 degrés, un public intéressé s'est donc pressé dans la salle du Cinématte. Cela montre que les thèmes comme les conflits fonciers ont bel et bien une résonance dans l'espace public. En général, ce sont toutefois plutôt les cas de grande ampleur, scandaleux, qui suscitent l'attention, par exemple quand un grand groupe connu expulse des villages entiers de leurs terres. Mais souvent, les causes des conflits fonciers sont bien plus subtiles. Parfois, ce sont des personnes vivant dans la pauvreté que la maladie pousse à vendre leurs terres. Ou bien ce sont des agriculteurs qui ont été expulsés par une entreprise internationale, et qui à présent tentent de prendre les terres d'autres agriculteurs. La question est complexe, et la plupart du temps, les liens entre les différentes causes ne sautent pas aux yeux. Il faut du temps pour appréhender correctement ce problème. Or c'est là tout l'intérêt d'une soirée de projec-

tion, qui permet aux spectatrices et spectateurs de découvrir ce thème de manière simple et agréable, et d'en apprendre plus sur le contexte. Une fois le film visionné, les spécialistes peuvent entrer dans les détails de la problématique. Contrairement à une conférence ou une table ronde, un film n'attire pas que des universitaires qui travaillent déjà sur le thème, mais aussi des gens qui tout simplement veulent en savoir plus. Les soirées organisées autour d'un film ont le pouvoir de faire sortir le thème du petit cercle des experts.

S'il est si important de sensibiliser un large public à des thèmes comme les conflits fonciers, c'est parce que notre comportement nous permet d'avoir une influence sur ces questions. Ce que nous achetons et où, ce que nous exigeons de notre gouvernement, ce que nous imposons à nos entreprises, tout cela permet de faire pression et d'obtenir des changements. Cet aspect est particulièrement important dans un pays comme le Cambodge, où la société civile ne peut pas critiquer ouvertement le gouvernement. La sensibilisation de l'opinion publique représente donc l'une des rares stratégies permettant de lutter contre l'expropriation.



Extrait du film «MIRR» sur les expropriations au Cambodge

Le film présenté par le KOFF et l'EPER raconte l'histoire d'un simple paysan, Binchey, chassé de ses terres par une entreprise de plantations de caoutchouc. «MIRR» montre Binchey partir en quête d'autres terres, ailleurs – et échouer. Le film montre aussi les conséquences de ces expropriations sur toute la communauté villageoise et les perspectives de vie du groupe, et illustre l'importance des terres, qui sont bien plus qu'une simple ressource économique. Au Cambodge, les origines

de ces conflits fonciers varient d'une région à l'autre. Le problème vient en grande partie de la directive foncière qui a nationalisé toutes les terres, mais qui est en contradiction avec le droit coutumier qui prévalait jusqu'alors. Il s'explique aussi par la corruption, qui se traduit par l'octroi de licences pour de grandes propriétés foncières à des proches du gouvernement, sans le consentement de ceux qui cultivaient jusqu'alors ces terres.

### Texte rédigé en collaboration avec Una Hombrecher:

Una Hombrecher, chargée de dossiers à l'EPER, est spécialiste des conflits fonciers et de la liberté d'action pour la société civile. Elle a participé en qualité d'experte à la discussion organisée après la projection du film «MIRR», œuvre du réalisateur suisse Mehdi Sahebi. Le thème des conflits fonciers est l'une des questions centrales traitées par l'EPER. Cette organisation s'est spécialisée dans cette problématique après avoir constaté, suite à différentes analyses, que les conflits liés à la propriété foncière et le manque d'accès aux terrains figuraient parmi les principaux facteurs de conflits dans les pays où l'EPER mène des projets.

## Mettre le savoir-faire de la société civile au service de la politique de paix

Les organisations fondamentalement engagées en faveur d'une politique de paix féministe ne sont pas très nombreuses en Suisse. Pour être tout de même en mesure d'obtenir des résultats tangibles, elles doivent mener une action concertée et collaborer en exploitant les synergies existantes. C'est dans ce contexte que le cfd, Femmes de Paix Autour du Monde et le KOFF mettent conjointement en œuvre le projet «Les femmes, la paix et la sécurité: la voix critique de la société civile».

concerne la participation des femmes à la prévention des conflits et aux processus de paix et vise également à assurer leur protection pendant les conflits. Il s'agit ici de montrer ce que signifie concrètement la résolution 1325 pour les femmes, en s'appuyant notamment sur des résultats scientifiques obtenus dans le cadre de diverses études. Conçue en 2018, la première de ces études s'intéresse aux programmes de prévention de l'extrémisme violent et de ses conséquences



Shamsia Hassani, graffeuse afghane, exerce son art à Berne. Photo de Lukas Krienbühl, swisspeace

Par le biais de ce projet, les trois organisations entendent sensibiliser l'opinion publique à la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU qui

pour les femmes et la société civile. À cette fin, des préparatifs ont été effectués au Kenya en vue de recherches sur le terrain, l'année passée. Les résultats

devront permettre de débattre de façon critique des relations existant entre les femmes, la paix, la sécurité et la prévention de l'extrémisme, et d'étayer ces réflexions par des exemples concrets. Les principales conclusions seront présentées sur la scène politique avec le soutien des ambassadrices et ambassadeurs de la résolution 1325 issus du parlement suisse.

L'engagement de la société civile pour l'inclusion des femmes en temps de conflit comme de paix est indispensable. Il est vraisemblable que l'adoption de la résolution 1325 n'aurait jamais été possible si différentes organisations de la société civile et des activistes de la paix du monde entier n'avaient pas exercé un lobbying intensif pendant des années. Pour l'élaboration du quatrième Plan d'action national de la Suisse (PAN 1325), il a aussi été fait appel à la société civile. Organisation féministe de promotion

de la paix, le cfd se mobilise depuis longtemps en faveur de ces questions; c'est même maintenant l'une des trois organisations qui pilotent le projet accompagnant le PAN 1325, au service duquel tous les partenaires mettent leur savoir-faire. Le KOFF, pour sa part, assure l'ensemble de la coordination du projet et la collaboration avec les instances publiques.

À l'automne 2018, l'équipe de projet s'est rendue à Genève pour le lancement officiel du quatrième PAN de la Suisse. Pendant le débat, Elizabeth Mesok, collaboratrice scientifique du KOFF/swisspeace, a défendu les positions prônées dans le cadre du projet. L'événement a rencontré un vif succès, mais est resté dans une grande mesure confiné à un cercle de spécialistes. L'un des principaux défis de 2019 sera par conséquent de sensibiliser le grand public à la question.

### Texte rédigé en collaboration avec Virginie Poyetton:

Virginie Poyetton est responsable de programme pour la politique féministe de paix du cfd, une organisation membre du KOFF. Le projet accompagnant le PAN 1325 – auquel participe le cfd en qualité de partenaire – a commencé en avril 2018 et se terminera en mars 2022. Avoir adopté la résolution 1325 en l'an 2000 revient pour le Conseil de sécurité de l'ONU à reconnaître pour la première fois le rôle particulier qui incombe aux femmes dans les conflits armés ainsi que la nécessité de les intégrer, sur un pied d'égalité avec les hommes, dans les institutions et les processus de prévention, de maîtrise et de résolution des conflits. En novembre 2018, la Suisse a lancé son quatrième Plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325. Il a été élaboré dans le cadre d'une consultation avec la société civile suisse et notamment sur la base des conclusions du rapport alternatif remis par celle-ci.

# Échanges sur la dimension psychosociale de la promotion de la paix

Le groupe d'intervention du KOFF est composé d'experts issus de vingt organisations membres du KOFF. Ce groupe se réunit trois fois par an afin de discuter de thèmes liés à la politique de la paix, mais aussi des défis et des expériences professionnelles quotidiennes en matière de promotion de la paix. Le 13 septembre 2018, le thème des échanges était «Approche psychosociale dans la promotion de la paix». Il s'agit d'un sujet dont le groupe se préoccupe depuis longtemps.

consiste donc à avoir une compréhension globale des processus psychologiques et sociaux. Grâce aux méthodes psychosociales, les personnes traumatisées peuvent surmonter leur sentiment d'impuissance et retrouver leur pleine capacité d'action. Dans une perspective globale, il est crucial de prendre en compte les blessures émotionnelles d'une société dans les processus de paix. Dans les contextes d'instabilité et de violence, les gens vivent dans un état de peur et d'an-



Exercices de confiance et d'écoute. Photo de Terre des Hommes Suisse

L'approche psychosociale s'intéresse à l'état émotionnel et aux réalités sociales quotidiennes des individus et des communautés. En effet, les guerres et les violences engendrent de la souffrance et des traumatismes. L'enjeu

goisse permanente. Il est donc fondamental de traiter leurs traumatismes.

Toutes les organisations dans le groupe d'intervention ont déjà réalisé de multiples expériences utilisant des

approches psychosociales. Les discussions ont porté sur les possibles synergies dans les formations continues abordant différentes méthodes. Le réseau de praticiens du groupe d'intervention permet aux organisations d'échanger les outils et les techniques dont elles disposent, ce qui leur évite d'avoir à «réinventer la roue» chacune dans son coin. Dans les petites organisations, surtout, instaurer une expertise spécifique représente un lourd investissement. Grâce à des coopérations ciblées, à des apprentissages communs et au partage des savoirs, les organisations gagnent en efficacité.

Ensemble, les organisations qui participent au groupe d'intervention ont analysé les possibilités d'intégrer systématiquement les aspects psychosociaux aux outils de gestion de programme. Les participants étaient d'accord sur le fait que les organisations doivent unir leurs forces pour représenter de manière précise la logique d'action des approches psychosociales dans la promotion de la paix. Le KOFF a ici un important rôle de coordination à jouer et aide à faire le lien avec les milieux universitaires de la recherche sur la paix.

Terre des Hommes Suisse a participé à ce groupe d'intervention. Cette organisation applique depuis longtemps

l'approche psychosociale, notamment dans le domaine de la prévention de la violence chez les jeunes. Terre des Hommes Suisse travaille pour cela à plusieurs niveaux: auprès des jeunes eux-mêmes, dans leur environnement social direct, et au niveau politique. L'analyse active de l'histoire de la violence est un point de départ important de ce processus. Terre des Hommes Suisse a aussi un programme de formation qui a fait ses preuves depuis des années, et qui permet aux collaborateurs des organisations partenaires de découvrir la méthode psychosociale de l'approche constructive.

Dans les contextes fragiles, les hommes et les femmes engagés dans la défense des droits humains sont encore plus exposés aux menaces permanentes et donc à de fortes tensions psychiques. Face au rétrécissement des marges de manœuvre de la société civile dans le monde entier, il y a beaucoup à faire dans ce domaine. Du point de vue de Terre des Hommes Suisse, il est essentiel que les organisations donatrices comprennent à quel point ce soutien psychosocial est important pour la pérennité des projets. Cette association veut y contribuer à travers le groupe d'intervention KOFF en compilant ses expériences et en les rendant accessibles.

Texte rédigé en collaboration avec Andrea Zellhuber de Terre des Hommes Suisse

# Donner la parole aux acteurs de pays fragiles et touchés par les conflits

En 2018, KOFF a organisé plusieurs tables rondes permettant aux organisations membres d'échanger au sujet de régions et de thèmes au cœur de l'actualité. Le 2 octobre, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, l'une de ces tables rondes a été consacrée aux militants et militantes des droits humains au Kenya. L'événement a été organisé en collaboration avec Peace Brigades International (PBI).

Au Kenya, ce sont avant tout la propension à la violence des organes de sécurité, la corruption généralisée et l'impunité qui sont à l'origine de graves violations des droits humains. Les arrestations arbitraires et les exécutions extrajudiciaires sont monnaie courante. L'impunité des violences liées au genre et l'augmentation du nombre de féminicides sont préoccupantes. La pression exercée sur les ONG internationales est elle aussi croissante. Les entraves administratives à l'accomplissement des formalités juridiques exigées par le pays sont considérables, ce qui est particulièrement problématique pour les plus petites d'entre elles, car la procédure consomme énormément de ressources, qui font alors défaut aux partenaires locaux.

L'organisation PBI soutient les défenseurs et défenseuses des droits humains en envoyant des équipes de bénévoles pour lutter contre les actes de violence. Cela permet aux activistes de continuer leur travail et crée une certaine marge de manœuvre pour la résolution pacifique de conflits. Au Kenya, PBI collabore principalement avec des défenseurs et défenseuses des droits humains issus des communautés dans les campements informels de Nairobi. Les deux millions de personnes qui vivent dans ces quartiers n'ont pas accès aux services publics (tels que la sécurité publique) et ne peuvent pas participer activement aux processus politiques. Le travail de PBI au Kenya se concentre sur les militantes et les exécutions extrajudiciaires.

Lors de la table ronde du KOFF intitulée «Défis et expériences des défenseurs des droits humains au Kenya», Maria Mutauta Mahia-Ini et Stephen Mwangi ont présenté leur travail de militants des droits humains à Mathare, un bidonville de Nairobi. Les jeunes activistes ont expliqué que les réseaux sociaux étaient un outil de travail tout aussi crucial qu'un réseau de membres bien organisé et réactif et que la protection physique des bénévoles de PBI. Stephen Mwangi a souligné l'im-



Mission d'accompagnement à Nairobi. Photo de PBI Suisse

portance vitale du smartphone: il permet de documenter les illégalités, de prendre contact avec des amis et de partager en direct sa localisation avec les membres du réseau, mais aussi de diffuser d'importantes informations sur les plateformes des médias sociaux. Toutefois, il peut aussi arriver que des personnes menacées n'osent pas téléphoner à Stephen Mwangi ni rendre compte d'incidents par peur de représailles. La sécurité numérique représente donc toujours un défi.

Un élément central de la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains est l'attention de la communauté internationale. C'est pourquoi de telles tables rondes et, de manière générale, les discussions au sujet de la situation en matière de droits humains sont si importantes. En Suisse, l'opinion publique, les autorités et les organisations doivent être bien informées. Cela permet à PBI d'agir différemment selon les acteurs, afin d'exercer une pression politique ou économique.

Les tables rondes sont un bon moyen de discuter des requêtes des défenseurs et défenseuses des droits humains dans un cadre informatif. Elles offrent la possibilité de placer des thèmes spécifiques au cœur des débats et permettent aux militantes et militants des droits humains de bénéficier de l'expertise des participants et de nouer de nouveaux contacts. La collaboration avec le KOFF est cruciale pour PBI, car il s'agit d'un acteur majeur dans le domaine de la paix et des droits humains en Suisse. Cette plateforme aide PBI à se mettre en relation avec d'autres organisations et le DFAE, et à échanger des informations avec eux. Le magazine du KOFF pour la promotion de la paix à propos est lui aussi un outil central pour faire davantage entendre les revendications de PBI en ce qui concerne les défenseurs et défenseuses des droits humains et la résolution pacifique des conflits.

Texte rédigé en collaboration avec Anna Manconi de PBI Suisse



## Relier la paix à d'autres champs d'action: migration et paix

Les situations de migration forcée sont souvent la conséquence d'un manque de sécurité ou de conflits armés. Migration et paix sont donc deux com-

include plus systématiquement dans les processus de promotion de la paix.

Les déplacés internes ainsi que les membres dispersés dans le cadre d'une diaspora sont rarement intégrés de manière active aux processus de paix qui se déroulent dans leur pays ou leur région d'origine. Pourtant, ils pourraient très souvent contribuer de manière cruciale à trouver des solutions de paix durables, et leur concours devrait

être activement mis à profit. Les contextes marqués par les conflits et la fragilité de l'État favorisent le développement de la traite des êtres humains, lequel contribue à la prolongation des conflits armés (étant une source de financement) et à l'affaiblissement des structures étatiques et sociales. Dans les contextes fragiles, la lutte active contre la traite des êtres humains joue donc un rôle clé au niveau de la transition vers des structures étatiques résistantes aux crises et une société pacifique.

posantes fondamentales, étroitement imbriquées, du concept de sécurité humaine: les phénomènes liés aux migrations – quoiqu'encore insuffisamment étudiés – tels que les diasporas ou la traite des êtres humains peuvent aussi jouer un rôle pour la promotion de la paix. L'hypothèse avancée est que la migration forcée n'est pas juste une conséquence des conflits armés; c'est aussi, très souvent, l'une des clés de la transformation des conflits. Si tel est le cas, la question de la migration, tout comme les migrants, devrait être



Autobus avec des réfugiés en Afghanistan. Creative Commons

Il semble que les grands mouvements migratoires de ces dernières années et la recherche de solutions aux défis qui en découlent aient ouvert de nouvelles pistes de réflexion. Il n'en reste pas moins que les migrations ne sont pas souvent intégrées dans les stratégies de promotion de la paix. Pour y remédier, la section Politique migratoire extérieure de la Division Sécurité humaine (DSH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) souhaite développer des outils dans le cadre du KOFF.

Au printemps 2018, le KOFF a été chargé par la DSH de préparer et de publier une étude sur les liens entre migration et paix. En juin 2018, les organisations membres du KOFF ont eu un premier échange très riche sur le sujet. En collaboration avec le KOFF/swisspeace, la

section Politique migratoire extérieure de la DSH a l'intention d'élaborer au cours des 18 prochains mois des outils et dans le même temps, espérons-le, des propositions pratiques pour penser la migration dans la promotion de la paix. Carmela Bühler, directrice adjointe de la section Politique migratoire extérieure de la DSH, estime que le KOFF est un choix particulièrement judicieux en la matière. Elle explique que «les acteurs clés de la promotion de la paix en Suisse se rencontrent dans le cadre de la plateforme du KOFF. Ils ont une grande expérience, acquise dans des contextes géographiques variés. La plateforme, combinée à l'expertise des acteurs issus du domaine de la migration, offre un excellent socle aux discussions et une approche pragmatique des différents liens entre paix et migration.»

### Texte rédigé en collaboration avec Carmela Bühler, section Politique migratoire extérieure

Carmela Bühler est directrice adjointe de la section Politique migratoire extérieure de la Division Sécurité humaine (DSH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). La section s'engage en faveur d'un système de migration international ordonné et fondé sur les droits humains, et contribue à définir la politique migratoire extérieure de la Suisse. Dans ce domaine, elle mène déjà des projets relatifs à ses axes prioritaires. Par exemple, elle contribue financièrement à la formation de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) sur le thème de la traite des êtres humains.

## Nouveautés de la communication

En 2018, la rubrique «Member News» a été créée sur le site web du KOFF. Elle permet aux organisations membres du KOFF de publier leurs dernières informations sur le site. Le site web a été mis à jour et embelli en utilisant les moyens existants (sans acquérir un nouveau CMS).

Comme chaque année, le KOFF a publié en 2018 cinq numéros du magazine pour la promotion de la paix à propos. L'approche psychosociale, les régions de l'OSCE, les élections au Cambodge, le bénévolat et l'environnement sont autant de thèmes qui ont été abordés en relation avec la promotion de la paix et les conflits. Le magazine suscite un intérêt relativement fort: en moyenne 1630 clics ont été enregistrés le jour de la publication des nouveaux numéros.

En outre, une étude documentaire sur le lien entre la paix et la migration a



Le magazine du KOFF du décembre 2018

été réalisée et publiée dans le cadre du KOFF. Celle-ci a fait l'objet de nombreuses discussions à diverses occasions et le KOFF continue de s'intéresser au sujet.

## Secrétariat du KOFF

### Chiffres annuels 2018

	Comptes 2018	Budget 2018
<b>Produits</b>		
swisspeace	197'763.57	204'000.00
ONG	17'300.00	22'000.00
Autres recettes	2'203.05	
<b>TOTAL</b>	<b>217'266.62</b>	<b>226'000.00</b>
<b>Charges</b>		
Personnel	136'305.54	138'830.00
Activités	29'737.97	28'300.00
Organisation & membres	3'838.40	10'300.00
Coûts directs (ZEWO)	24'110.47	28'000.00
Coûts indirects	23'274.24	20'570.00
<b>TOTAL</b>	<b>217'266.62</b>	<b>226'000.00</b>

### Collaboratrices

- Anna Leissing: Directrice
- Andrea Grossenbacher: Associate Program Officer
- Elizabeth Mesok: Égalité des genres et promotion de la paix
- Amélie Lustenberger: Communication

### Advisory Board (état décembre 2018)

Christophe Barbey (APRED), Katharina Thurnheer (Caritas), Carmen Meyer (cfd), Sacha Meuter (Fondation Hirondelle), Ruedi Tobler (Friedensrat), Una Hombrecher (HEKS), Regula Gattiker (HELVETAS SI), Dieter von Blarer (humanrights.ch), Peter Aeberhard (IFOR-MIR / mdplatform), Lucas Beck (LIPS), Katharina Gfeller (Mission 21), Sibylle Ganz-Koechlin (PBI Schweiz), Marianne Widmer (PWS), Flurina Derungs (PWAG), Matthias Boss (swisspeace), Nils Rosemann (DEZA) und Roland Salvisberg (AMS).

# Liste des activités 2018

- Janvier**
  - **Anna Leissing** succède à Sidonia Gabriel à la **direction du KOFF**
  - Contribution au **Basel Peace Forum**
  - Réunion du **comité consultatif** du KOFF
- Février**
  - **Andrea Grossenbacher** commence comme Junior Program Officer
  - **Jasmine Widmer** commence comme stagiaire
- Mars**
  - Participation à la réunion annuelle du **European Peacebuilding Liaison Office (EPLO)**
  - à propos N°154 «**The psychosocial approach in peacebuilding**»
  - Participation à la consultation de la société civile sur le nouveau plan d'action de la **résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (PAN 1325)**
- Avril**
  - **Elizabeth Mesok** commence comme Senior Researcher
  - Groupe d'intervision : **Approche psychosociale de la consolidation de la paix**
  - Début de la mise en œuvre du **projet de la société civile PAN 1325**
  - Participation à la réunion annuelle de la **Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et de l'État (CSPPS)**
  - Participation à l'Assemblée générale de la **Plateforme Agenda 2030**
  - Participation au **Groupe de travail interministériel 1325 (IDAG 1325)**
- Mai**
  - Table ronde : **Honduras**
  - Réunion des membres KOFF sur l'**Agenda 2030**
  - Réunion du groupe consultatif du **PAN 1325**
- Juin**
  - Conception de deux sessions au **Peacebuilding Forum FriEnt** à Berlin
  - Soirée cinéma - **Vol de terres au Cambodge**
  - à propos N°155 «**OSCE region – new and old challenges faced by civil society**»
  - Atelier sur le lien entre **migration et paix**
  - Master Class - **un atelier de praticiens sur les aspects psychosociaux du traitement du passé**
  - Publication : **Desk-Study: Peace-Migration Nexus**

- Juillet**
  - Publication du **rapport alternatif sur la mise en œuvre d'Action 2030**
  - Table ronde : **Les médias à Gaza**
- Août**
  - **NAP 1325** réunion
  - à propos N°156 «**Cambodia: elections and violence**»
  - **Dayana Hug** commence comme stagiaire
  - Table ronde sur l'**Amérique centrale** avec l'ambassadeur de Suisse
  - Réunion du groupe consultatif du **PAN 1325**
- Septembre**
  - Groupe d'intervision : **Les TIC et l'approche psychosociale de la consolidation de la paix**
  - Contribution au **Symposium sur la paix de la Fondation pour la promotion intégrale de la paix** à Kiental
- Octobre**
  - Table ronde: **Défis et expériences : défenseurs des droits humains au Kenya**
  - à propos N°157 «**Peacebuilding between professionalization and voluntary engagement**»
  - Lancement de „**KOFF Member News**“ et mise à jour du **site web**
  - Table ronde : **Réflexions sur le rétablissement de la paix au Sud-Soudan**
  - Participation à la réunion de l'**IDAG 1325**
  - Echange à la DDC avec Mgr Ramazzini sur la situation des **droits humains au Guatemala**
- Novembre**
  - Contribution et travail médiatique sur le lancement du **PAN 1325 suisse**
  - Mandat de Terre des hommes Suisse sur la **sensibilité aux conflits au Nicaragua**
- Décembre**
  - à propos N°158 «**Environment and conflicts**»
  - Réunion du **comité consultatif** du KOFF
  - Soirée cinéma - **Initiative de paix en Israël/Palestine**



KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes (état décembre 2018):

Action de Carême	Fondation village	Quaker United Nations
ae-centre	d'enfants Pestalozzi	Office
Alliance Sud	Graines de Paix	Schweizerischer
APRED	GSoA	Katholischer
artasfoundation	HELVETAS Swiss	Frauenbund
Baha'i	Intercooperation	Schweizerisches Rotes
Brücke · Le pont	HEKS	Kreuz
Caritas Suisse	IAMANEH Suisse	Société pour les peuples
Caux – Initiatives et	IFOR/Mir Suisse	menacés
changement	Interpeace	Solidar Suisse
cfp – L'ONG féministe	IRAS COTIS	SOS Village d'enfants
pour la paix	Luzerner Initiative für	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la	Frieden und Sicherheit	Swiss Academy for
paix	medico international	Development
Coexistences	suisse	Swissaid
DCAF	Mission 21	Terre des Femmes
Eirene Suisse	MIVA Schweiz	Suisse
Femmes de Paix Autour	Peace Brigades	terre des hommes
du Monde	International Schweiz	schweiz
Femmes pour la Paix	Peace Nexus Foundation	Verein Palmyrah
Suisse	Peace Watch	
Fondation Hirondelle	Switzerland	